



CHAPITRE 53

Loi modifiant le Régime de rentes du Québec

[Sanctionnée le 8 juillet 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
3, mod.

1. L'article 3 du Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24), modifié par l'article 4 du chapitre 17 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans les septième, huitième, neuvième et dixième lignes du paragraphe a, les mots « qui l'embauche pour moins de 25 jours ouvrables dans une année moyennant une rémunération en espèces » par les mots « l'emploi, dans l'année, moyennant rémunération en espèces, pendant moins de 25 jours ouvrables »;

b) en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

« c) le travail à un poste d'enseignant, par suite d'un échange, d'une personne d'un pays autre que le Canada; ».

Id., a. 5,
mod.

2. L'article 5 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le paragraphe e, le suivant:

« f) un travail occasionnel ou de courte durée. »

Id., a. 8,
remp.

3. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Certaines
contri-
butions.

« **8.** Les dispositions de la présente loi relatives à la contribution à titre de travailleur autonome ne s'appliquent pas, pour une année, à une personne qui n'a pas

CHAPTER 53

An Act to amend the Québec Pension Plan

[Assented to 8th July 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 3 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24), amended by section 4 of chapter 17 of the statutes of 1971, is again amended:

(a) by replacing the words "employs him on terms providing for payment of cash remuneration, for a period of less than 25 working days in a year" in the sixth, seventh, eighth and ninth lines of paragraph a by the words "employs him in the year for payment of cash remuneration, during less than 25 working days";

(b) by replacing paragraph c by the following:

"(c) employment in a teaching position, following an exchange, of a person from a country other than Canada;"

2. Section 5 of the said act is amended by adding after paragraph e the following:

"(f) employment of a casual nature or of short duration."

3. Section 8 of the said act is replaced by the following:

"**8.** The provisions of this act with respect to contributions of a self-employed worker do not apply for a year to persons who were not resident in the province of

résidé dans la province de Québec au cours de l'année, ou qui résidait au Canada hors du Québec, soit le dernier jour de cette année-là, soit le jour où, dans cette année-là, elle a quitté le Canada. »

Québec during the year or, either on the last day of that year or on the day of that year on which they ceased to reside in Canada, were resident in Canada outside the province of Québec."

1965
(1^{re} sess.),
c. 24,
titre
remp.

4. Ladite loi est modifiée:

a) en remplaçant le titre du titre II par ce qui suit:

« DE LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC »;

b) en retranchant, après ce titre, ce qui suit:

4. The said act is amended:

(a) by replacing the title of Title II by the following:

"QUÉBEC PENSION BOARD";

(b) by striking out, after such title, the following:

1965
(1st sess.),
c. 24,
title
replaced.

« SECTION I

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC ».

"DIVISION I

QUÉBEC PENSION BOARD".

Id., a.
13, mod.

5. L'article 13 de ladite loi est modifié en retranchant dans la première ligne du deuxième alinéa ce qui suit: « , l'un de ses membres ».

5. Section 13 of the said act is amended Id., s. 13,
by striking out the words " , one of its am.
members," in the first line of the second
paragraph.

Id., a.
14, remp.

6. L'article 14 de ladite loi, modifié par l'article 87 du chapitre 9 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

6. Section 14 of the said act, amended Id., s. 14,
by section 87 of chapter 9 of the statutes replaced.
of 1968, is replaced by the following:

Membres
du con-
seil.

« 14. La Régie est administrée par un conseil d'administration formé du président et de onze autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"14. The Board shall be administered Members
by a board of directors composed of the of board
president and eleven other members ap- of direc-
pointed by the Lieutenant-Governor in tors.
Council.

Nomina-
tion.

De ces onze membres, deux sont nommés après consultation des organismes les plus représentatifs du monde des affaires, deux après consultation des organismes les plus représentatifs du monde du travail, deux après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs, un après consultation d'organismes groupant des entreprises ou particuliers oeuvrant dans le domaine des avantages sociaux pour les salariés et deux sont nommés parmi les bénéficiaires des prestations versées par la Régie. Deux autres membres sont nommés parmi les fonctionnaires du gouvernement ou de ses organismes.

Two of such eleven members shall be Appoint-
appointed after consultation with the ment.
most representative bodies in business, two after consultation with the most representative bodies from labour, two after consultation with the most representative socio-economic groups, one after consultation with bodies grouping businesses or individuals working in the field of social benefits for employees and two shall be appointed from among the beneficiaries of benefits paid by the Board. Two other members shall be appointed from among the officers of the government or its bodies.

Vice-pré-
sident.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un vice-président parmi les membres du conseil d'administration. »

The Lieutenant-Governor in Council Vice-
shall appoint a vice-president from among president.
the members of the board of directors."

1965 (1^{re}
sess.), c.
24, aa. 15-
26, remp.

7. Les articles 15 à 26 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

7. Sections 15 to 26 of the said act are 1965 (1st
replaced by the following: ss. 15-
26, re-
placed.

Mandat du président.	« 15. Le président est nommé pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe son traitement, lequel ne peut être réduit.	« 15. The president shall be appointed for ten years by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his salary, which shall not be reduced.	President.
Déstitution.	Il ne peut être destitué que sur adresse de l'Assemblée nationale.	He shall not be removed except upon an address of the National Assembly.	Removal.
Remplacement temporaire.	Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir, il est remplacé par le vice-président ou par une personne nommée temporairement par le lieutenant-gouverneur en conseil.	If he is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president or by a person temporarily appointed by the Lieutenant-Governor in Council.	Temporary replacement.
Mandat des membres.	« 16. Les membres du conseil d'administration autres que le président sont nommés pour trois ans.	« 16. The members of the board of directors other than the president shall be appointed for three years.	Term of members.
Idem.	Toutefois, trois des premiers membres autres que le président sont nommés pour un an, quatre pour deux ans et les autres pour trois ans.	However, three of the first members other than the president shall be appointed for one year, four for two years and the others for three years.	Idem.
Fonctions continuées.	« 17. Les membres du conseil d'administration demeurent en fonction notwithstanding l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.	« 17. The members of the board of directors shall remain in office notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.	Continuance in office.
Vacance.	« 18. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du conseil d'administration autre que le président est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer et pour le reste du mandat du membre à remplacer.	« 18. Every vacancy occurring during the term of office of a member of the board of directors other than the president shall be filled by following the mode of appointment prescribed for the appointment of the member to be replaced and for the remainder of the term of the member to be replaced.	Vacancies.
Indemnisation.	« 19. Les membres du conseil d'administration sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances du conseil d'administration et, sauf dans le cas du président et des fonctionnaires du gouvernement ou de l'un de ses organismes, reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.	« 19. The members of the board of directors shall be indemnified for their expenses in attending sittings of the board of directors and, except in the case of the president and the officers of the government or one of its bodies, shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.	Indemnity.
Intérêts interdits.	« 20. Aucun membre du conseil d'administration ne peut sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.	« 20. No member of the board of directors, under pain of forfeiture of his office, shall have any direct or indirect interest in an undertaking that puts his personal interest in conflict with that of the Board. Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.	Interests prohibited.

- Directeur général.** « **21.** Le président est directeur général de la Régie. » **“21.** The president shall be the general manager of the Board. **General manager.**
- Services exclusifs.** « **22.** Le président doit s'occuper exclusivement du travail de la Régie et des devoirs de sa fonction. » **“22.** The president shall devote his time exclusively to the work of the Board and the duties of his office. **Full-time work.**
- Responsabilité.** « **23.** Le président et directeur général est responsable de l'administration de la Régie dans le cadre de ses règlements de régie interne; ces règlements doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. » **“23.** The president and general manager shall be responsible for the administration of the Board within the scope of its by-laws of internal management; such by-laws must, to come into force, be approved by the Lieutenant-Governor in Council. **Responsibility.**
- Quorum.** « **24.** Le quorum de la Régie est de six membres dont le président ou, dans les cas prévus à l'article 15, le vice-président. » **“24.** Six members including the president or, in the cases provided for in section 15, the vice-president, shall constitute a quorum of the Board. **Quorum.**
- Vote prépondérant.** En cas d'égalité des voix, le président ou, dans les cas prévus à l'article 15, le vice-président, a un vote prépondérant. **“In the case of a tie-vote, the president or, in the cases provided for in section 15, the vice-president, shall have a casting vote. Casting vote.**
- Authenticité des procès-verbaux, etc.** « **25.** Les procès-verbaux des séances de la Régie, approuvés par elle et certifiés par le secrétaire ou par tout autre fonctionnaire de la Régie désigné par les règlements adoptés à cette fin par la Régie, sont authentiques; il en est de même des documents et des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés. » **“25.** The minutes of the sittings of the Board, approved by it and certified by the secretary or by any other officer of the Board designated by the regulations made for such purpose by the Board are authentic; the same applies to documents and copies emanating from the Board or forming part of its records, when so certified. **Authenticity of minutes, etc.**
- Décisions.** « **26.** Les décisions de la Régie doivent être rendues par écrit et motivées; elles font partie des archives de la Régie. La Régie peut, pour cause, réviser ou révoquer toute décision. » **“26.** Decisions of the Board shall be rendered in writing and the reasons for them shall be stated; they shall form part of the Board's records. The Board may, for cause, revise or cancel any decision. **Decisions.**
- Immunité.** « **26a.** Les membres du conseil d'administration de même que les fonctionnaires et employés de la Régie ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. » **“26a.** The members of the board of directors and the officers and employees of the Board cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions. **Immunity.**
- Recours prohibés.** « **26b.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou les membres du conseil d'administration agissant en leur qualité officielle. » **“26b.** No extraordinary recourse provided for in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure may be exercised and no injunction shall be granted against the Board or the members of the board of directors acting in their official capacity. **Recourses prohibited.**

Annulation de
bref, etc.

« **26c.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent sur requête annuler tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 26a ou 26b.

« **26c.** Two judges of the Court of Appeal may upon motion annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 26a or 26b.

Annulment of
writ, etc.

Enquêtes.

« **26d.** Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Régie peut, par elle-même ou une personne qu'elle désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.

« **26d.** In the exercise of its powers, the Board may, by itself or a person whom it designates, inquire into any matter within its competence.

Inquiry.

Pouvoirs
des commissaires.

À ces fins, la Régie et toute telle personne sont investies des pouvoirs et immunités des commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

For such purposes, the Board and any such person have the power and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Powers
of Board.

Pratiques
interdites.

« **26e.** Il est interdit d'entraver le travail d'un inspecteur ou d'un enquêteur de la Régie dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères ou de refuser d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la présente loi ou des règlements.

« **26e.** It is forbidden to hinder the work of an inspector or investigator of the Board in the performance of his duties, to mislead or attempt to mislead him by concealment or fraudulent misrepresentation, to refuse to obey any order he may give under the law or the regulations.

Hindrance
prohibited.

Certificat.

Cet inspecteur ou enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité, signé par le président de la Régie ou une personne autorisée par lui à cette fin.

Such inspector or investigator shall, if so required, produce a certificate, signed by the president of the Board, or a person he authorizes to do so, attesting his authority.

Certificate.

Nomination
du personnel.

« **26f.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

« **26f.** The secretary and the other officers and employees of the Board shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Appointment
of staff.

Paiement
des indemnités,
etc.

« **26g.** Les indemnités et allocations prévues à l'article 19, le traitement du président, du secrétaire et des autres personnes à l'emploi de la Régie ainsi que toutes les autres dépenses de la Régie sont payées à même ses revenus. »

« **26g.** The indemnities and allowances provided for in section 19, the salaries of the president, of the secretary and of the other persons employed by the Board and all the other expenses of the Board shall be paid out of its revenues. »

Payment
of indemnities,
etc.

1965 (1^{re}
sess.), c.
24, aa.
31-33, ab.

8. La section II du titre II de ladite loi, comprenant les articles 31 à 33, est abrogée.

8. Division II of Title II of the said act, comprising sections 31 to 33, is repealed.

1965 (1st
sess.), c.
24, ss.
31-33,
repealed.

Id., a. 34,
mod.

9. L'article 34 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

9. Section 34 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following :

Id., s. 34,
am.

Id., pour
les années
subsé-
quentes.

« L'indice des rentes pour chaque année subséquente à 1967 est égal au moindre de soit

« The Pension Index for each year subsequent to 1967 shall be equal to the lesser of either

Id., for
subse-
quent
years.

(a) pour les années 1968 à 1972, 1.02 fois l'indice des rentes pour l'année précédente, et

(a) for the years 1968 to 1972, 1.02 times the Pension Index for the preceding year, and

b) pour l'année 1973 et chaque année subséquente, 1.03 fois l'indice des rentes pour l'année précédente,

soit de la moyenne de l'indice des prix à la consommation au Canada pour chaque mois de la période de douze mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente. Toutefois pour toute année à l'égard de laquelle ce calcul fournit un indice des rentes inférieur à 1.01 fois celui de l'année précédente, l'indice des rentes est censé être égal à celui de l'année précédente. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
37, mod.

10. L'article 37 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, à la première ligne du deuxième alinéa, le millésime « 1975 » par le millésime « 1972 »;

b) en insérant, après le deuxième alinéa, le suivant:

Pour 1973
à 1975.

« Pour les années 1973, 1974 et 1975, le maximum des gains admissibles est de \$5,900, \$6,100 et \$6,300 respectivement. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
42, mod.

11. L'article 42 de ladite loi est modifié en retranchant le dernier alinéa.

Id., a. 45,
mod.

12. L'article 45 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots « aux deuxième et troisième alinéas » par les mots « au deuxième alinéa »;

b) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, les mots « ou décède »;

c) en retranchant, dans la dixième ligne dudit alinéa, les mots « de son décès ou ».

Id., a. 46,
vers. angl.
mod.

13. L'article 46 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes de la version anglaise, les mots « providing a similar plan » par « in which a similar plan is in force ».

Id., a.
52, remp.

14. L'article 52 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Calcul
de la
contribu-
tion.

« **52.** Un salarié peut payer une contribution pour l'année, calculée selon l'article 50, sur tout montant par lequel le moindre de

a) son salaire admissible moins son exemption personnelle, ou

(b) for the year 1973 and each subsequent year, 1.03 times the Pension Index for the preceding year,

or the average of the Consumer Price Index for Canada for each month in the period of twelve months ending on June 30th in the preceding year. Nevertheless, for any year for which such computation yields a Pension Index less than 1.01 times that for the preceding year, the Pension Index shall be taken to be the Pension Index for the preceding year."

10. Section 37 of the said act is amended:

(a) by replacing the figure "1975" in the first line of the second paragraph by the figure "1972";

(b) by inserting after the second paragraph the following:

"For the years 1973, 1974 and 1975, For 1973
the Maximum Pensionable Earnings shall to 1975.
be \$5,900, \$6,100 and \$6,300 respectively."

11. Section 42 of the said act is amended by striking out the last paragraph.

12. Section 45 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "in the second and third paragraphs" in the fourth and fifth lines of the first paragraph by the words "in the second paragraph";

(b) by striking out the words "or dies" in the second line of the third paragraph;

(c) by striking out the words "or dies" in the eighth and ninth lines of the said paragraph.

13. Section 46 of the said act is amended by replacing the words "providing a similar plan" in the third and fourth lines of the English text by "in which a similar plan is in force".

14. Section 52 of the said act is replaced by the following:

"**52.** An employee may make a contribution for the year, computed in accordance with section 50, on any amount by which the lesser of

(a) his pensionable salary and wages less his personal exemption, or

Computa-
tion of
contribu-
tion.

b) le maximum de ses gains cotisables,

excède le montant, calculé selon l'article 53, de son salaire sur lequel une contribution a été versée pour l'année avec le montant déterminé de la manière prescrite comme son salaire sur lequel une contribution a été versée par lui pour l'année en vertu d'un régime équivalent.

Dispositions applicables.

Les articles 80 et 193 de la présente loi ainsi que les articles 49, 54, 63, 64, le premier alinéa de l'article 67, les articles 70 et 75, la section x sauf l'article 127 et la section XI de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69) s'appliquent, *mutatis mutandis*, relativement à la contribution que le salarié choisit de verser en vertu du présent article, comme si cette contribution était un impôt.

Montant considéré comme gain.

Le montant sur lequel une contribution est payée en vertu du présent article est considéré comme des gains admissibles d'un travail autonome. »

(b) his maximum contributory earnings,

exceed the amount, computed under section 53, of his salary and wages on which a contribution has been made for the year and such amount as is determined in prescribed manner to be his salary and wages on which a contribution has been made for the year by him under a similar plan.

Sections 80 and 193 of this act and sections 49, 54, 63 and 64, the first paragraph of section 67, sections 70 and 75, Division x except section 127 and Division XI of the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69) apply *mutatis mutandis* with respect to the contribution the employee elects to pay under this section, as if the contribution were a tax.

Provisions to apply.

The amount on which a contribution is made under the present section is deemed to be pensionable self-employed earnings of the worker." Amount deemed earnings.

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 53, mod.

15. L'article 53 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe a par le suivant :

« a) le total des déductions à la source prescrites pour l'année, moins le montant de tout remboursement de telles déductions faites en vertu de l'article 91, ou qui aurait été fait en vertu de cet article si aucune entente n'était intervenue en vertu de l'article 92; ».

15. Section 53 of the said act is amended by replacing paragraph a by the following:

1965 (1st sess.), c. 24, s. 53, am.

“(a) the aggregate of the deductions at source prescribed for the year, minus the amount of any refund of such deductions made under section 91, or which might have been made under such section if no agreement had been entered into under section 92;”.

Id., a. 60, am.

16. L'article 60 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 32 des lois de 1971, est de nouveau modifié :

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots « des déductions à la source » par les mots « qu'il était tenu de déduire »;

b) en remplaçant, dans les trois dernières lignes du deuxième alinéa, les mots « égale au plus élevé des montants suivants : \$10 ou 10% du montant qu'il a négligé de remettre » par les mots « établie conformément à l'article 137 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu ».

16. Section 60 of the said act, amended by section 1 of chapter 32 of the statutes of 1971, is again amended:

Id., s. 60, am.

(a) by replacing the words “of deductions at source” in the third line of the first paragraph by the words “which he was bound to deduct”;

(b) by replacing the words “equal to the greater of the following amounts: \$10 or 10% of the amount he failed to remit” in the last three lines of the second paragraph by the words “established in accordance with section 137 of the Provincial Income Tax Act”.

Id., s. 61, mod.

17. L'article 61 de ladite loi est modifié :

17. Section 61 of the said act is amended: Id., s. 61, am.

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots « sur une demande faite en vertu de l'article 62 » par les mots « en vertu des articles 62, 66 ou 67 »;

b) en insérant, dans la septième ligne du premier alinéa, après le mot « décidé », les mots « en vertu des articles 62, 66, 67 ou 191 ».

(a) by replacing the words "on an application made under section 62" in the third and fourth lines of the first paragraph by the words "under section 62, 66 or 67";

(b) by inserting after the word "decided" in the seventh line of the first paragraph the words "under section 62, 66, 67 or 191".

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 62, mod.

18. L'article 62 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots « en la forme prescrite »;

b) en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

« Cette demande doit être faite en la forme prescrite et transmise au ministre par poste recommandée.

Avant de rendre sa décision, le ministre doit, de la façon qu'il juge convenable, donner à l'employeur ou au salarié désigné dans la demande, selon le cas, l'occasion de fournir des renseignements et de faire des observations en vue de sauvegarder ses intérêts.

Le ministre doit, avec diligence, faire connaître sa décision, de la façon qu'il juge convenable, à l'employeur et au salarié impliqués dans la demande. »

Forme, etc.

Renseignements, etc.

Décision du ministre.

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 65, remp.

19. L'article 65 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **65.** Une personne peut s'opposer à une cotisation en signifiant un avis d'opposition au ministre dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation.

Cet avis doit être en la forme prescrite et transmis au ministre par poste recommandée. »

Avis d'opposition.

Forme, etc.

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 66, mod.

20. L'article 66 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 32 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant les premier et deuxième alinéas par les suivants:

« Avant de rendre sa décision sur l'opposition d'un employeur à une cotisation, le ministre doit, de la façon qu'il juge convenable, donner au salarié impliqué l'occasion de fournir des renseignements et de

Renseignements, etc.

18. Section 62 of the said act is amended:

(a) by striking out the words "in prescribed form" in the eighth line of the first paragraph;

(b) by replacing the second paragraph by the following:

"Such application shall be made in prescribed form and sent to the Minister by registered mail.

Before rendering his decision, the Minister shall, in the manner he considers suitable, give to the employer or employee designated in the application, as the case may be, the opportunity to supply information and to make representations to safeguard his interests.

The Minister shall, with dispatch, in the manner he considers suitable, make known his decision to the employer and employee concerned in the application."

1965 (1st sess.), c. 24, s. 62, am.

Delivery.

Information, etc.

Decision of Minister.

19. Section 65 of the said act is replaced by the following:

"**65.** A person may object to an assessment by serving a notice of objection upon the Minister within ninety days from the day of mailing the notice of assessment.

Such notice must be in prescribed form and sent to the Minister by registered mail."

1965 (1st sess.), c. 24, s. 65 replaced.

Notice of objection.

Delivery.

20. Section 66 of the said act, amended by section 4 of chapter 32 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the first and second paragraphs by the following:

"Before rendering his decision on the objection of an employer to an assessment, the Minister shall, in the manner he considers suitable, give to the employee concerned the opportunity to supply inform-

1965 (1st sess.), c. 24, s. 66, am.

Information, etc.

faire des représentations en vue de sauvegarder ses intérêts.

Annulation, etc.

Le ministre doit, avec diligence, annuler, ratifier ou modifier la cotisation et en aviser, de la façon qu'il juge convenable, l'employeur et le salarié impliqués. »

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 73, mod.

21. L'article 73 de ladite loi est modifié en retranchant à la fin du troisième alinéa, les mots « lequel est censé être une loi de revenu au sens de la Loi du ministère du revenu ».

Id., a. 76a, aj.

22. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 76, le suivant :

Loi du revenu.

« **76a.** Le présent titre est considéré comme une loi du revenu au sens de la Loi du ministère du revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 66). »

1965 (1^{re} sess.), c. 24, aa. 77-79, 81, 82, 84-88, ab.

23. Les articles 77, 78, 79, 81, 82, 84, 85, 86, 87 et 88 de ladite loi sont abrogés.

Id., a. 89, mod.

24. L'article 89 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième, sixième et septième lignes, les mots « qui sont relatives à la cotisation, au paiement de l'impôt et à l'opposition à la cotisation » par les mots « , sauf celles relatives au remboursement de l'indu ».

Id., aa. 91, 92, remp.

25. Les articles 91 et 92 de ladite loi sont remplacés par les suivants :

Remboursement de paiement en excédent.

« **91.** Lorsqu'une personne a payé pour une année un montant à titre de contribution excédant la contribution requise, le ministre peut lui rembourser cet excédent sans demande. Il doit lui rembourser cet excédent si la personne le lui demande par écrit dans les quatre ans suivant la fin de l'année ou si cet excédent résulte d'une décision rendue en vertu de l'article 62 ou d'une décision rendue sur opposition ou sur appel.

Id., sur entente avec autorité d'un régime équivalent.

« **92.** Lorsqu'une entente à cet effet a été conclue avec l'autorité qui administre un régime équivalent, le montant total versé en trop par un salarié à titre de contribution sous la présente loi, sous le régime équivalent ou sous les deux à la fois, est remboursable, soit en vertu de la pré-

ation and to make representations to safeguard his interests.

The Minister shall, with dispatch, vacate, confirm or vary the assessment and notify, in the manner he considers suitable, the employer and employee concerned." Vacating, etc.

21. Section 73 of the said act is amended by striking out the words "which shall be deemed to be a revenue law within the meaning of the Revenue Department Act" at the end of the third paragraph. 1965 (1st sess.), c. 24, s. 73, am.

22. The said act is amended by inserting, after section 76, the following: Id., s. 76a, added.

"**76a.** This title is deemed to be a revenue law within the meaning of the Revenue Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 66)." Title deemed revenue law.

23. Sections 77, 78, 79, 81, 82, 84, 85, 86, 87 and 88 of the said act are repealed. 1965 (1st sess.), c. 24, ss. 77-79, 81, 82, 84-88, repealed.

24. Section 89 of the said act is amended by replacing the words "relating to assessment, payment of tax and objections to assessment" in the fourth, fifth and sixth lines by the words "except those relating to refunds of overpayments". Id., s. 89, am.

25. Sections 91 and 92 of the said act are replaced by the following: Id., ss. 91, 92, replaced.

"**91.** Where a person pays for a year an amount as a contribution exceeding the contribution required, the Minister may refund the excess amount to him without application. He must refund the excess amount to him if the person applies to him for it in writing within four years from the end of the year or if the excess amount is in consequence of a decision rendered under section 62 or a decision on an opposition or appeal. Refunding overpayment.

"**92.** Where an agreement for such purpose has been made with the authority administering a similar plan, the whole amount of an overpayment made by an employee as a contribution under this act, under the similar plan or under both at the same time, shall be refundable, Id., under agreement with authority.

sente loi, soit en vertu du régime équivalent.

Ajustements.

Une telle entente contient des dispositions permettant des ajustements financiers en raison des remboursements faits.

Remboursement proportionnel.

En l'absence d'une telle entente, le montant total versé en trop par un salarié à titre de contribution sous la présente loi et sous un régime équivalent n'est remboursable en vertu de la présente loi, nonobstant tout autre disposition, que suivant la proportion que représente, pour l'année, la totalité des montants déduits de son salaire à titre de contribution sous la présente loi par rapport à la totalité des montants déduits de son salaire à titre de contribution tant sous la présente loi que sous le régime équivalent. »

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 93, ab.

26. L'article 93 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 94, mod.

27. L'article 94 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 32 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « excédent de contribution est remboursé » par « remboursement est fait ».

Id., a. 96, mod.

28. L'article 96 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) prescrire ce qui doit être prescrit en vertu du présent titre et de la section I du titre V, »;

b) en ajoutant, à la fin, après le paragraphe *f*, les suivants:

« *g*) déterminer de quelle manière les calculs prévus aux articles 34 à 37 doivent être faits,

« *h*) définir, pour l'application des articles 47, 49 et 56 les circonstances où, dans le cas de corporations municipales et scolaires, advenant le changement d'employeur par suite d'une incorporation, d'une fusion, d'une annexion, d'une division ou d'un regroupement, le nouvel employeur sera réputé être le même que l'employeur précédent,

« *i*) déterminer dans quelle circonstance, pour quelle fin et selon quelle modalité

either under this act or under the similar plan.

Such an agreement shall contain provisions providing for the making of financial adjustments by reason of the payments made.

Adjustments.

Failing such an agreement, the total amount of the overpayment made by an employee as a contribution under this act and under a similar plan shall be refundable under this act, notwithstanding any other provision, only in that proportion which, for the year, the aggregate of the amounts deducted from his salary or wages as a contribution under this act is of the aggregate of the amounts deducted from his salary or wages as a contribution under either this act or a similar plan."

Proportionate refund.

26. Section 93 of the said act is repealed.

1965 (1st sess.), c. 24, s. 93, repealed.

27. Section 94 of the said act, amended by section 9 of chapter 32 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the words "an overpayment is refunded" in the first line by the words "a refund is made".

Id., s. 94, am.

28. Section 96 of the said act is amended:

Id., s. 96, am.

(a) by replacing paragraph *a* by the following:

"(a) prescribing anything that by this title or Division I of Title V is to be prescribed,";

(b) by adding, at the end, after paragraph *f*, the following:

"(g) determining the manner in which the computations provided for in sections 34 to 37 must be made,

"(h) defining, for the application of sections 47, 49 and 56, the circumstances in which, in the case of municipal or school corporations, upon a change of employer as a result of incorporation, amalgamation, annexation, division or regrouping, the new employer is deemed to be the same as the previous employer,

"(i) determining in what circumstances, for what objects and upon what terms and

un revenu reçu par un salarié à une date est réputé être reçu à une autre date,

« j) édicter toute mesure nécessaire ou utile à l'exécution du présent titre et de la section I du titre V. »

conditions the income received by an employee at a particular time is deemed received at another time,

“(j) enacting any measure necessary or useful to carry out this title or Division I of Title V.”

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 96a, aj.
Formules. **29.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 96, le suivant :

« **96a.** Le ministre peut prescrire les formules à utiliser pour les fins du présent titre et de la section I du titre V. »

29. The said act is amended by inserting after section 96 the following:

“**96a.** The Minister may prescribe the forms to be used for the purposes of this title and section I of Title V.”

1965, (1st sess.), c. 24, s. 96a, added.

Forms.

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 100, remp.
« Enfant ». **30.** L'article 100 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **100.** Le mot « enfant » désigne l'enfant légitime, naturel ou adoptif d'un cotisant y compris le beau-fils ou la belle-fille qui réside avec le cotisant ou l'enfant aux besoins duquel le cotisant subvient entièrement ou dans une large mesure. »

30. Section 100 of the said act is replaced by the following:

“**100.** The word “child” means the legitimate, natural or adopted child of a contributor, including any stepson or stepdaughter residing with the contributor or any child whom he maintains wholly or substantially.”

1965 (1st sess.), c. 24, s. 100, replaced.
“Child”.

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 101, mod.
31. L'article 101 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « non marié » par le mot « célibataire »;

b) en remplaçant le paragraphe b par le suivant :

« b) est âgé de 18 ans ou plus, mais de moins de 25 ans et fréquente à plein temps une institution d'enseignement sans interruption appréciable depuis la dernière des dates suivantes: son 18^e anniversaire, le jour du décès du cotisant ou le jour où le cotisant devient invalide, ou ».

31. Section 101 of the said act is amended:

(a) by replacing the words “non marié” in the second line of the French text by the word “célibataire”;

(b) by replacing paragraph b by the following:

“(b) is 18 or more years of age but less than 25 years of age and is in full time attendance at an educational institution substantially without interruption since the latest of the following dates: his eighteenth birthday, the day of the death of the contributor or the day on which the contributor becomes disabled, or”.

1965 (1st sess.), c. 24, a. 101, am.

Id., a. 102, mod.
32. L'article 102 de ladite loi est modifié en insérant, dans la deuxième ligne, après le mot « si », ce qui suit: « , dans les circonstances prescrites, ».

32. Section 102 of the said act is amended by inserting after the word “if” in the second line the following: “, in prescribed circumstances,”.

Id., a. 105, mod.
33. L'article 105 de ladite loi est modifié en insérant, dans le paragraphe b, après le mot « subvenu », les mots « entièrement ou dans une large mesure ».

33. Section 105 of the said act is amended by inserting after the word “maintained” in paragraph b the words “wholly or substantially”.

Id., a. 107, mod.
34. L'article 107 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots « du droit à des aliments » par les mots « de ses avantages matrimoniaux ».

34. Section 107 of the said act is amended by replacing the word “maintenance” in the fifth line by the words “matrimonial benefits”.

Id., s. 107, am.

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
112, mod.

35. L'article 112 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant :

« *a*) le total de
1° son salaire admissible et de

2° ses gains admissibles d'un travail autonome, dans le cas d'un travailleur qui n'est pas exempté en vertu de l'article 51; ».

Id., a.
135, mod.

36. L'article 135 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

Id., au
1^{er} jan.
1973.

« À compter du 1^{er} janvier 1973, le montant de la prestation à taux uniforme comprise dans la rente d'invalidité est obtenu en multipliant \$80 par la proportion que représente l'indice des rentes pour l'année où elle est devenue payable par rapport à l'indice des rentes pour l'année 1973. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
143, mod.

37. L'article 143 de ladite loi est modifié en remplaçant les troisième et quatrième alinéas par le suivant :

Veuve cessant d'avoir des enfants à sa charge.

« De plus, si, après le décès du cotisant, la veuve cesse d'avoir des enfants à sa charge et n'est pas alors invalide ou cesse d'être invalide sans alors avoir d'enfants à sa charge, il faut réduire le montant de la rente prévue au présent article de 1/120 pour chacun des mois qui restent alors à courir avant que la veuve atteigne 45 ans. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
146, mod.

38. L'article 146 de ladite loi est modifié :

a) en retranchant à la fin du paragraphe *b* du deuxième alinéa le mot « ou »;

b) en ajoutant, à la fin du paragraphe *c* dudit alinéa, le mot « ou »;

c) en insérant, après le paragraphe *c* dudit alinéa le suivant :

« *d*) acquiert droit à une rente de veuve. »

Id., a.
148, mod.

39. L'article 148 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

Montant minimum.

« Toutefois, le total des deux rentes visées à l'alinéa précédent et qui sont payables à la veuve ne doit jamais être inférieur au montant mensuel initial de la rente de veuve qui serait payable à cette

35. Section 112 of the said act is amended by replacing subparagraph *a* of the first paragraph by the following :

“(a) the aggregate of
(1) his pensionable salary and wages and

(2) his pensionable earnings from self-employment, in the case of a worker who is not exempt under section 51;”.

36. Section 135 of the said act is amended by adding the following paragraph :

“From the 1st of January 1973 the amount of the flat rate benefit included in a disability pension is obtained by multiplying \$80 by the ratio that the Pension Index for the year in which the benefit commenced to be payable bears to the Pension Index for the year 1973.”

37. Section 143 of the said act is amended by replacing the third and fourth paragraphs by the following :

“Moreover, if, at any time after the death of the contributor, the widow ceases to have dependent children and is not at that time disabled or ceases to be disabled without then having dependent children, the amount of the pension provided for in this section must be reduced by 1/120 for each month by which the age of the widow at that time is less than 45 years.”

38. Section 146 of the said act is amended :

(a) by striking out the word “or” at the end of subparagraph *b* of the second paragraph;

(b) by adding the word “or” at the end of subparagraph *c* of the said paragraph;

(c) by inserting after subparagraph *c* of the said paragraph the following :

“(d) became entitled to a widow's pension.”

39. Section 148 of the said act is amended by adding the following paragraph :

“Nevertheless, the aggregate of the two pensions contemplated in the preceding paragraph and payable to the widow must never be an amount less than the monthly basic amount of the widow's pension

veuve si aucune rente d'invalidité ne lui était payable en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent. »

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 152, mod. **40.** L'article 152 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, à la fin du paragraphe a du deuxième alinéa, le mot « ou »;

b) en ajoutant, à la fin du paragraphe b dudit alinéa, le mot « ou »;

c) en insérant, après le paragraphe b dudit alinéa, le suivant:

« c) acquiert droit à une rente de veuf invalide. »

Id., a. 154, mod. **41.** L'article 154 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Toutefois, le total des deux rentes visées à l'alinéa précédent et qui sont payables au veuf ne doit jamais être inférieur au montant mensuel initial de la rente de veuf invalide qui serait payable à ce veuf si aucune rente d'invalidité ne lui était payable en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent. »

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 155, remp. **42.** L'article 155 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Montant. **« 155.** Le montant mensuel initial de la rente d'orphelin payable à un orphelin d'un cotisant, et celui de la rente d'enfant de cotisant invalide payable à l'enfant d'un cotisant invalide est une prestation à taux uniforme dont le montant est obtenu en multipliant \$25 par la proportion que représente l'indice des rentes pour l'année où elle est devenue payable par rapport à l'indice des rentes pour l'année 1967.

Prestation à taux uniforme. À compter du 1^{er} janvier 1974, le montant mensuel de la rente d'orphelin payable à un orphelin d'un cotisant, et celui de la rente d'enfant de cotisant invalide payable à l'enfant d'un cotisant invalide, est une prestation à taux uniforme de \$29. »

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 157, mod. **43.** L'article 157 de ladite loi est modifié en remplaçant, à la fin du troisième alinéa, les mots « sa décision » par les mots « la décision rendue et de son droit

which would have been payable to that widow had no disability pension been payable to her under this act or under a similar plan.”

40. Section 152 of the said act is amended:

(a) by striking out the word “or” at the end of subparagraph a of the second paragraph;

(b) by adding the word “or” at the end of subparagraph b of the said paragraph;

(c) by inserting after subparagraph b of the said paragraph the following:

“(c) became entitled to a disabled widower’s pension.”

41. Section 154 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“Nevertheless, the aggregate of the two pensions contemplated in the preceding paragraph and payable to the widower must never be an amount less than the monthly basic amount of the disabled widower’s pension which would have been payable to that widower had no disability pension been payable to him under this act or under a similar plan.”

42. Section 155 of the said act is replaced by the following:

“155. An orphan’s pension payable to the orphan of a contributor, and a disabled contributor’s child’s pension payable to the child of a disabled contributor, is a basic monthly amount consisting of a flat rate benefit, the amount of which is obtained by multiplying \$25 by the ratio that the Pension Index for the year in which the benefit commenced to be payable bears to the Pension Index for the year 1967.

From the 1st of January 1974, an orphan’s pension payable to the orphan of a contributor, and a disabled contributor’s child’s pension payable to the child of a disabled contributor, is a monthly amount consisting of a flat rate benefit of \$29.”

43. Section 157 of the said act is amended by replacing the words “its decision” at the end of the third paragraph by the words “the decision rendered and of

d'en demander le réexamen dans le délai prescrit à l'article 194 ».

his right to apply for its reconsideration within the delay prescribed in section 194".

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
161, mod. **44.** L'article 161 de ladite loi est modifié en insérant à la fin, après le mot « insaisissables », ce qui suit: « , sauf dans les cas visés à l'article 13 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63) ».

1965
(1st sess.),
c. 24, s.
161, am. **44.** Section 161 of the said act is amended by adding after the word "seizure" at the end the following: " , except in the cases contemplated in section 13 of the Social Aid Act (1969, chapter 63)".

Id., a.
161a, aj. **45.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 161, le suivant:

45. The said act is amended by adding after section 161, the following:

Rentes non réputées provenir d'une succession, etc. « **161a.** Le montant d'une prestation de décès, d'une rente de veuve, de veuf invalide ou d'orphelin n'est pas censé provenir de la succession, des acquêts, ni de la communauté de meubles et d'acquêts du cotisant; et la réception de ce montant par un bénéficiaire ne constitue pas une acceptation de la succession de ce cotisant, ni des acquêts de ce cotisant, ni de la communauté qui a pu exister entre eux. »

Pensions not deemed from estate, etc. " **161a.** The amount of a death benefit, or a widow's, disabled widower's or orphan's pension is not deemed to be derived from the estate, acquests or community of moveables and acquests of the contributor, and the receipt of that amount by a beneficiary does not constitute an acceptance of the estate of such contributor or of the acquests of such contributor or of the community that might have existed between them."

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
163, mod. **46.** L'article 163 de ladite loi est modifié:
a) en remplaçant les deux dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: « somme due à cette personne par la Régie. »;

1965
(1st sess.),
c. 24, s.
163, am. **46.** Section 163 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "benefit payable to such person thereafter" at the end of the second paragraph by the following: "amount payable to such person by the Board";

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

(b) by adding at the end the following paragraph:

Remise de dette. « La Régie peut remettre cette dette, si elle juge que le montant n'en peut être recouvré eu égard aux circonstances. »

Debt remitted. "The Board may remit the debt if it considers that the amount of it cannot be recovered having regard to the circumstances."

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
168, mod. **47.** L'article 168 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du texte français, les mots « d'un travail régulier » par les mots « de travail ».

1965
(1st sess.),
c. 24, French text of s.
168, am. **47.** Section 168 of the said act is amended by replacing the words "d'un travail régulier" in the third and fourth lines of the French text by the words "de travail".

Id., a.
170, remp. **48.** L'article 170 de ladite loi est remplacé par le suivant:

48. Section 170 of the said act is replaced by the following:

Bénéficiaire de moins de 70 ans. « **170.** La rente de retraite payable à un bénéficiaire de moins de 70 ans est réduite, de la manière prescrite, d'un montant de 50 cents pour chaque dollar par lequel ses gains de travail pour l'année excèdent 12 fois son gain mensuel exempté.

Beneficiary under 70. " **170.** A retirement pension payable to a beneficiary under 70 years of age shall be reduced, in prescribed manner, by an amount of 50 cents for each dollar by which his employment earnings for the year exceed twelve times his monthly exempt earnings.

Limita-
tion.

Pour une année au cours de laquelle une rente de retraite devient payable ou au cours de laquelle le bénéficiaire atteint 70 ans ou décède, ses gains de travail ne sont comptés, aux fins du présent article, que pour les mois qui suivent le début de la rente et précèdent les 70 ans ou le décès, et le montant au-delà duquel la réduction se calcule est réduit en proportion du nombre de ces mois par rapport à 12. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
171, mod.

49. L'article 171 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du texte français, les mots « du travail régulier » par les mots « de travail ».

Id., a.
172, mod.
Début
du paie-
ment.

50. L'article 172 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

« Cependant, dans le cas d'un bénéficiaire d'une rente d'invalidité qui a cessé d'être invalide et le redevient pour la même cause dans les cinq ans, la rente est payable à compter du mois qui suit celui où il est devenu de nouveau invalide. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
173, mod.

51. L'article 173 de ladite loi est modifié en remplaçant la dernière ligne par ce qui suit : « invalide ou décède ou à la fin du mois précédant celui où il atteint 65 ans. »

Id., a.
174, mod.

52. L'article 174 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots « le mois suivant » par les mots « ce mois ».

Id., a.
177, mod.

53. L'article 177 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe c du premier alinéa par le suivant :

« c) le mois précédant le mois où la veuve du cotisant atteint 65 ans après ce décès. »

Id., a.
181, mod.

54. L'article 181 de ladite loi est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants :

Début
du paie-
ment.

« La rente d'enfant de cotisant invalide est payable à compter du mois où une rente d'invalidité devient payable au cotisant en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent.

Limita-
tion.

For a year in which a retirement pension becomes payable or in which the beneficiary reaches 70 years of age or dies, only his employment earnings for the months after the pension has become payable but before he reaches 70 years of age or dies are included for the purposes of this section, and the amount above which the pension is reduced shall be reduced to the proportion that the number of such months bears to 12."

1965
(1st sess.),
c. 24,
French
text of s.
171, am.

49. Section 171 of the said act is amended by replacing the words "du travail régulier" in the second and third lines of the French text by the words "de travail".

Id., s.
172, am.
Com-
mence-
ment of
payment.

50. Section 172 of the said act is amended by adding the following paragraph :

"Nevertheless, in the case of a beneficiary of a disability pension who has ceased to be disabled and becomes disabled again for the same cause within five years, the pension is payable commencing with the month following the month in which he became again disabled."

1965
(1st sess.),
c. 24, s.
173, am.

51. Section 173 of the said act is amended by replacing the words "reaches 65 years of age or dies" in the third and fourth lines by the following: "or dies or at the end of the month preceding that in which he reaches 65 years of age."

Id., s.
174, am.

52. Section 174 of the said act is amended by replacing the words "the following" in the seventh line by the word "such".

Id., s.
177, am.

53. Section 177 of the said act is amended by replacing subparagraph c of the first paragraph by the following:

"(c) the month preceding the month in which the contributor's widow reached 65 years of age, after such death."

Id., s.
181, am.

54. Section 181 of the said act is amended by replacing the second and third paragraphs by the following:

"A disabled contributor's child's pension is payable commencing with the month in which a disability pension is payable to the contributor under this act or under a similar plan.

Com-
mence-
ment of
payment.

Mois
exclu.

Toutefois, aucune rente d'orphelin ou d'enfant de cotisant invalide n'est payable à l'égard d'un mois antérieur au douzième mois précédant celui qui suit le mois où la demande est reçue. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
184, mod.

55. L'article 184 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots « a la garde » par les mots « assure la subsistance entièrement ou dans une large mesure, »;

b) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Présomp-
tion.

« Pour les fins de l'alinéa précédent, le cotisant ou, s'il est décédé, son conjoint survivant est présumé, en l'absence de preuve contraire, la personne qui en assure entièrement la subsistance si l'enfant réside avec lui. »

1965 (1^{re}
sess.), c.
24, a. 190,
rempl.

56. L'article 190 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Appel à
la Com-
mission
de révi-
sion.

« **190.** Un salarié ou un employeur visé par une décision rendue par le ministre en vertu de l'article 62 ou 66 peut, dans les 90 jours suivant la date du dépôt à la poste de cette décision ou dans le délai supplémentaire accordé par le président de la Commission de révision, sur demande faite dans ces 90 jours, se pourvoir en la manière prescrite à l'encontre de cette décision à la Commission de révision. »

1965 (1^{re}
sess.), c.
24, a.
193a, aj.
Loi du
revenu.

57. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 193, le suivant:

« **193a.** La présente section est considérée comme une loi du revenu au sens de la Loi du ministère du revenu. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
194, mod.

58. L'article 194 de ladite loi est modifié en insérant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot « peut », ce qui suit: « , dans l'année qui suit la date de la mise à la poste de cette décision, ».

Id., a.
196, mod.

59. L'article 196 de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre dernières lignes par ce qui suit: « de la date de la mise à la poste de cette décision ou dans le délai supplémentaire accordé par le prési-

Nevertheless, no orphan's or disabled contributor's child's pension is payable for any month earlier than the twelfth month preceding the month following that in which the application was received. »

Month
excluded.

55. Section 184 of the said act is amended:

1965
(1st sess.),
c. 24, s.
184, am.

(a) by replacing the words "having the custody of" in the fifth line of the first paragraph by the words "maintaining wholly or substantially";

(b) by replacing the second paragraph by the following:

"For the purposes of the preceding paragraph, the contributor or, if he has died, the surviving spouse is presumed, in the absence of any evidence to the contrary, to be the person maintaining him wholly if the child resides with him."

Presump-
tion.

56. Section 190 of the said act is replaced by the following:

1965 (1st
sess.), c.
24, s. 190,
replaced.

"**190.** An employee or employer affected by a decision of the Minister under section 62 or 66 may, within 90 days of the date of the mailing of such decision, or within such longer time as the Chairman of the Review Commission may allow upon application made within those 90 days, appeal in prescribed manner from that decision to the Review Commission."

Appeal to
Review Com-
mission.

57. The said act is amended by inserting after section 193 the following:

1965 (1st
sess.), c.
24, s. 193a,
added.

"**193a.** This division is deemed to be a revenue act within the meaning of the Revenue Department Act."

Division
deemed
revenue
act.

58. Section 194 of the said act is amended by inserting after the word "may" in the fifth line of the first paragraph the following: " , in the year following the date of the mailing of such decision, ".

1965
(1st sess.),
c. 24, s.
194, am.

59. Section 196 of the said act is amended by replacing the last four lines by the following: "of the mailing of such decision or within such longer time as the Chairman of the Review Commission may

Id., s.
196, am.

dent de la Commission de révision sur demande faite dans ces 90 jours. »

allow, upon application made within those 90 days.”

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
212, mod. **60.** L'article 212 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans la dernière ligne du premier alinéa, les mots « à sa demande »;

b) en retranchant le deuxième alinéa.

60. Section 212 of the said act is amended: (1st sess.), c. 24, s. 212, am.

(a) by striking out the words “, on application by him,” in the fifth line of the first paragraph;

(b) by striking out the second paragraph.

Id., a.
214, mod. **61.** L'article 214 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, les mots « et du ministère des finances »;

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

61. Section 214 of the said act is amended: Id., s. 214, am.

(a) by striking out the words “and the Department of Finance” in the third line of the third paragraph;

(b) by adding at the end the following paragraph:

Rensei-
gnement
au
ministère. « Un tel renseignement, sauf s'il se rapporte aux gains et aux contributions d'un cotisant, peut également être mis à la disposition du ministère des affaires sociales chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application des lois dont il est chargé. »

“Any such information, except where it refers to the earnings and contributions of a contributor, may also be made available to the Department of Social Affairs where it is necessary to do so for the administration of the acts for which it is responsible.” Information to Department.

1965
(1^{re} sess.),
c. 24, a.
222, ab. **62.** L'article 222 de ladite loi est abrogé.

62. Section 222 of the said act is repealed. 1965 (1st sess.), c. 24, s. 222, repealed.

Id., a.
226, mod. **63.** L'article 226 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, à la fin du paragraphe a, après les mot et chiffre « titre III », les mots et chiffres « et de la section I du titre V »;

b) en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

« c) définir les expressions « dans une large mesure », « fréquenter à plein temps », « sans interruption appréciable » et « institution d'enseignement », »;

c) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe d du texte français, les mots « d'un travail régulier » par les mots « de travail »;

d) en remplaçant le paragraphe e par le suivant:

« e) prévoir la suspension du paiement d'une prestation pendant une enquête sur l'admissibilité du bénéficiaire ou en attendant que soient déterminés ses gains de travail pour une période donnée, »;

e) en remplaçant le paragraphe j par le suivant:

63. Section 226 of the said act is amended: Id., s. 226, am.

(a) by adding after the word and figure “Title III” at the end of paragraph a the words and figures “and Division I of Title V”;

(b) by replacing paragraph c by the following:

“(c) defining the expressions “substantially”, “to be in full-time attendance”, “substantially without interruption” and “educational institution”, ”;

(c) by replacing the words “d'un travail régulier” in the first and second lines of paragraph d of the French text by the words “de travail”;

(d) by replacing paragraph e by the following:

“(e) providing for the suspension of payment of any benefit during an investigation as to the eligibility of the beneficiary or pending the determination of his employment earnings for a given period, ”;

(e) by replacing paragraph j by the following:

« j) déterminer les conditions de paiement de toute rente où l'invalidité est impliquée, y compris les examens périodiques nécessaires à la vérification de l'invalidité, »;

f) en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *k*, les mots « ou aux mesures de réadaptation »;

g) en abrogeant le paragraphe *q*;

h) en insérant, à la fin du paragraphe *t*, ce qui suit: « et la section I du titre V ».

“(j) determining the conditions for payment of any pension involving disability, including periodic examinations necessary for ascertaining the disability,”;

(f) by striking out the words “or rehabilitation measures” in the fourth line of paragraph *k*;

(g) by repealing paragraph *q*;

(h) by adding at the end of paragraph *t* the following: “and Division I of Title V”.

1965 (1^{re} sess.), c. 24, a. 228, remp.

64. L'article 228 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Autorisation des ententes.

« **228.** La Régie, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut conclure toute entente prévue à la présente loi sauf celles relatives au titre III et à la section I du titre V, qui pourront, avec la même autorisation, être conclues par le ministre. »

64. Section 228 of the said act is replaced by the following:

1965 (1st sess.), c. 24, s. 228, replaced.

“**228.** The Board, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may enter into any agreement provided for in this act except the agreements contemplated in Title III and Division I of Title V which may, with the same authorization, be entered into by the Minister.”

Agreements authorized.

1965 (1^{re} sess.), c. 24, aa. 234d-234g, aj.

65. La présente loi est modifiée en insérant, après l'article 234c, les suivants:

Remboursement au ministre.

« **234d.** La Régie rembourse dans la mesure établie à l'article suivant au ministre des affaires sociales les sommes qu'il a versées à titre d'aide sociale quant à chaque veuve, invalide, orphelin et enfant d'invalide, qui seraient bénéficiaires des rentes visées aux paragraphes *b*, *d*, *f* et *g* de l'article 119 comme si les obligations se rattachant aux contributions avaient été remplies à leur égard.

65. This act is amended by adding after section 234c the following:

1965 (1st sess.), c. 24, ss. 234d-234g, added.

“**234d.** The Board shall repay to the extent established in the following section, to the Minister of Social Affairs, the amounts paid by him as social aid respecting each widow, disabled person, orphan and child of a disabled person who would be a beneficiary of the pensions contemplated in paragraphs *b*, *d*, *f* and *g* of section 119 as if the obligations relating to the contributions had been performed with respect to them.

Repayment by Board to Minister.

Dispositions applicables.

Le présent article s'applique nonobstant les dispositions des articles 235 et 236 relatives à l'entrée en force du Régime.

This section applies notwithstanding sections 235 and 236 relating to the coming into force of the Plan.

Provision to apply.

Montant du remboursement.

« **234e.** Le montant du remboursement mentionné à l'article précédent est égal à la moitié du total de

a) la prestation visée à l'article 135 pour chaque veuve ou invalide et de

b) la prestation visée à l'article 155 pour chaque orphelin ou enfant d'invalide.

“**234e.** The amount of the repayment mentioned in the preceding section shall be equal to one-half of the aggregate of

(a) the benefit contemplated in section 135 for each widow or disabled person and

(b) the benefit contemplated in section 155 for each orphan or child of a disabled person.

Amount of repayment.

Maximum.

Toutefois, le montant de ce remboursement ne doit pas excéder la moitié des sommes effectivement versées par le

However, the amount of such repayment shall not exceed one-half of the amounts actually paid by the Minister of

Maximum.

ministre des affaires sociales pour chacune des personnes énumérées à l'alinéa précédent.

Social Affairs for each person mentioned in the preceding paragraph.

Personnes
sujettes
au rem-
bourse-
ment.

« **234f.** Le remboursement mentionné à l'article 234d n'est effectué qu'à l'égard de personnes âgées de moins de 65 ans, qui bénéficient de l'aide sociale et qui en bénéficiaient le 31 décembre 1971 et qui ne sont pas bénéficiaires des rentes visées à l'article 119.

« **234f.** The repayment mentioned in section 234d shall be made only in respect of persons less than 65 years of age who receive social aid and who were receiving it on the 31st of December 1971 and are not beneficiaries of the pensions contemplated in section 119.

Persons
for whom
repay-
ment is
made.

Début
du rem-
bourse-
ment.

« **234g.** Nonobstant l'article 27, la Régie effectue le remboursement mentionné à l'article 234d à compter du 1^{er} juillet 1972. »

« **234g.** Notwithstanding section 27, the Board shall make the repayment mentioned in section 234d from the 1st of July 1972. »

Date of
repay-
ment.

S.R., c.
14, a. 45,
mod.

66. L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, par l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, par l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, par l'article 2 du chapitre 8, l'article 87 du chapitre 17 et l'article 21 du chapitre 43 des lois de 1970, par l'article 199 du chapitre 19, l'article 65 du chapitre 20, l'article 26 du chapitre 77 et l'article 2 du chapitre 17 des lois de 1971, et par l'article 96 du chapitre 14 des lois de 1972 est de nouveau modifié:

66. Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, by section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, by section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, by section 2 of chapter 8, section 87 of chapter 17 and section 21 of chapter 43 of the statutes of 1970, by section 199 of chapter 19, section 65 of chapter 20, section 26 of chapter 77 and section 2 of chapter 17 of the statutes of 1971 and by section 96 of chapter 14 of the statutes of 1972 is again amended:

R.S., c.
14, s. 45,
am.

a) en abrogeant le sous-paragraphe m du paragraphe 5°;

(a) by repealing subparagraph m of paragraph 5;

b) en insérant, à la fin du paragraphe 6°, après le mot « juridiques », ce qui suit: « et le président de la Régie des rentes du Québec ».

(b) by adding after the word "Commission" at the end of paragraph 6 the following: "and the president of the Québec Pension Board".

Règles
de procé-
dure.

67. Nonobstant les articles 28 et 63 de la présente loi, les règles de procédure de la Commission de révision, approuvées par l'arrêté en conseil numéro 2244 du 24 novembre 1966, restent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par règlements du lieutenant-gouverneur en conseil.

67. Notwithstanding sections 28 and 63 of this act, the rules of procedure of the Review Commission, approved by order in council number 2244 dated November 24th, 1966, shall remain in force until replaced by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Rules of
proce-
dure.

Président
de la
Régie.

68. Le président de la Régie en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi devient, à compter de la date fixée en vertu de l'article 70, le président de la Régie pour le reste du terme pour lequel il a été nommé, aux mêmes conditions.

Membres
de la
Régie.

Les autres membres de la Régie, en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi deviennent, à compter de la date fixée en vertu de l'article 70, aux mêmes traitements et conditions, des fonctionnaires de la Régie.

Effet
rétroactif.

69. Le paragraphe *h* de l'article 96 du Régime de rentes du Québec, édicté par l'article 28 de la présente loi, a effet à compter du premier janvier 1972.

Entrée en
vigueur.

70. La présente loi entrera en vigueur le premier janvier 1973, à l'exception des articles 4 à 8, 65, 66 et 68 qui entreront en vigueur à toute date antérieure ou ultérieure fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.*

68. The president of the Board in office at the coming into force of this act becomes, from the date fixed under section 70, the president of the Board for the remainder of the term for which he was appointed and on the same conditions.

President
of Board.

The other members of the Board in office on the coming into force of this act become, from the date fixed under section 70, at the same salaries and under the same conditions, officers of the Board.

Officers
of the
Board.

69. Paragraph *h* of section 96 of the Québec Pension Plan, enacted by section 28 of this act, has effect from the first of January 1972.

Retroac-
tive
effect.

70. This act shall come into force on the first of January 1973, except sections 4 to 8, 65, 66 and 68, which shall come into force on any earlier or later date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.*

Coming
into force.

* L'article 65 de cette loi est entré en vigueur le 11 octobre 1972 (Gazette officielle du Québec, 1972, page 9632).

* Section 65 of this act came into force on October 11, 1972 (Québec Official Gazette, 1972, page 9632).